

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2020-2021

17 JUIN 2021

Proposition de résolution visant à l'adoption d'une convention internationale relative aux droits des personnes âgées

(Déposée par Mme Latifa Gahouchi et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La pandémie de Covid-19 a un impact considérable sur la population mondiale. Bien que tous les groupes d'âge soient exposés au risque de contracter le virus, ce sont les personnes âgées qui sont parmi les plus menacées et rencontrent les plus grandes difficultés, en raison des changements physiologiques liés au vieillissement et d'éventuelles affections préexistantes.

On constate en effet que le taux de mortalité des personnes âgées (1) est globalement supérieur, mais, pour celles âgées de plus de quatre-vingts ans, il dépasse de cinq fois la moyenne mondiale.

La Belgique n'a pas été épargnée. Cette année écoulée a mis en évidence la vulnérabilité de nos aînés. Le nombre de personnes âgées infectées et décédées dans les maisons de repos ou les hôpitaux montre à quel point leur situation est fragile.

Les seniors ont été durement touchés tant par la pandémie elle-même que par les mesures de lutte contre la pandémie.

La santé mentale constitue en effet un élément important en ces temps de crise. Trouver les moyens de rester socialement connecté est encore plus important pour les personnes âgées qui n'ont pas facilement accès aux

(1) Sur la période de mars 2020 à janvier 2021, ce sont quelque 19 490 personnes de plus de soixante-cinq ans qui sont décédées de la Covid-19 dans notre pays sur un total de 20 743 personnes tout âge confondu; cf. *Sciensano, Belgium Covid-19 Epidemiological Situation death*.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2020-2021

17 JUNI 2021

Voorstel van resolutie tot aanneming van een internationaal verdrag inzake de rechten van ouderen

(Ingediend door mevrouw Latifa Gahouchi c.s.)

TOELICHTING

De Covid-19-pandemie heeft een behoorlijke impact op de wereldbevolking. Hoewel alle leeftijdscategorieën getroffen kunnen worden door het virus, zijn het vooral de ouderen die het meest bedreigd zijn en er de meeste problemen mee ondervinden, door fysiologische veranderingen die te maken hebben met de ouderdom en met mogelijke reeds bestaande aandoeningen.

Het is een feit dat de mortaliteit bij oudere mensen (1) in het algemeen hoger is, maar voor de 80-plussers overstijgt dit aantal vijfmaal het wereldwijde gemiddelde.

België werd niet gespaard. Het afgelopen jaar heeft aangetoond hoe kwetsbaar onze ouderen zijn. Het aantal ouderen die besmet en overleden zijn in rusthuizen en ziekenhuizen toont aan hoe hachelijk hun situatie is.

Senioren werden zwaar getroffen door zowel de pandemie zelf als door de maatregelen ter bestrijding van de pandemie.

Mentale gezondheid is immers heel belangrijk in deze crisistijd. Manieren vinden om sociaal verbonden te blijven is nog belangrijker voor ouderen die niet gemakkelijk toegang hebben tot digitale platformen en

(1) In de periode van maart 2020 tot januari 2021 zijn in ons land zo'n 19 490 65-plussers overleden aan Covid-19, op een totaal van 20 743 personen van alle leeftijden; cf. *Sciensano, Belgium Covid-19 Epidemiological Situation death*.

plateformes numériques et restent donc dépendantes du soutien de leur famille, aidants ou de leur communauté.

Un accompagnement adapté des personnes âgées doit être un élément essentiel de la réponse intégrée donnée par les pays face à cette pandémie.

En plus des conséquences sanitaires immédiates, la pandémie expose les personnes âgées à un risque accru de pauvreté, de discrimination et d'isolement, à plus forte raison encore dans les pays en développement, ou celles qui se trouvent dans une situation de détresse, comme les réfugiés et les victimes de conflit.

Le soutien aux aînés, sous la forme d'accès sûr aux aliments, aux médicaments, ainsi qu'à l'aide sociale et psychologique, doit donc être assuré afin de les équiper au mieux dans la lutte contre cette nouvelle maladie, et d'en freiner la propagation.

Outre la gestion de la crise de la Covid-19, un autre défi de demain sera le vieillissement de la population.

Le vieillissement de la population est un phénomène planétaire: quasi tous les pays du monde doivent faire face à une augmentation de leur population de personnes âgées (2).

Selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 25 % des Européens seront âgés de soixante-cinq ans ou plus d'ici à 2050 (contre 14 % en 2010).

Le vieillissement de la population est en train de devenir l'une des plus importantes transformations sociales du XXI^e siècle, avec des répercussions dans presque tous les secteurs de la société, notamment dans le monde du travail, sur les marchés financiers, vis-à-vis de la demande de biens et services, tels que le logement, les transports ou encore la protection sociale. Le vieillissement de la population influence aussi profondément les structures familiales et les liens intergénérationnels.

En outre, les personnes âgées doivent pouvoir, si elles le souhaitent, participer activement au développement économique et leur capacité à agir pour leur bien et

dus afhankelijk blijven van de steun van hun familie, zorgverleners of gemeenschap.

Een aangepaste begeleiding van ouderen moet een essentieel onderdeel zijn van een geïntegreerde aanpak van de pandemie in ons land.

Naast de onmiddellijke gevolgen voor de gezondheid, lopen ouderen door de pandemie meer risico op armoede, discriminatie en isolement, des te meer wanneer zij in ontwikkelingslanden leven, of in nood zijn, zoals vluchtelingen of oorlogsslachtoffers.

Steun aan ouderen, in de vorm van verzekerde toegang tot voeding, geneesmiddelen en sociale en psychologische hulp, is dus vereist om hen zo goed mogelijk te wapenen in de strijd tegen deze nieuwe ziekte en de verspreiding ervan.

Naast de aanpak van de Covid-19-crisis, is ook de vergrijzing van de bevolking een uitdaging voor morgen.

Vergrijzing is een wereldwijd fenomeen: in zowat alle landen van de wereld stijgt het aantal ouderen (2).

Volgens ramingen van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO), zal in 2050 25 % van de Europeanen vijfenzestig jaar of ouder zijn (tegen 14 % in 2010).

De vergrijzing is één van de grootste sociale omwentelingen van de 21^{ste} eeuw aan het worden en zal gevolgen hebben voor bijna alle maatschappelijke sectoren, met name de arbeidsmarkt, de financiële markten, de vraag naar goederen en diensten zoals huisvesting, vervoer en sociale bescherming. De vergrijzing heeft ook een grote impact op gezinsstructuren en intergenerationele verhoudingen.

Bovendien moeten ouderen, wanneer zij dat wensen, actief kunnen deelnemen aan de economische ontwikkeling, en moet hun vermogen om zich voor hun eigen

(2) Selon les statistiques du dernier *Rapport sur l'état de la population mondiale* du secrétariat des Nations unies, d'ici 2050 une personne sur six dans le monde aura plus de soixante-cinq ans (16 %), contre une sur onze en 2019 (9 %). D'ici 2050, une personne sur quatre vivant en Europe et Amérique du Nord pourrait avoir soixante-cinq ans ou plus. En 2018, pour la première fois dans l'histoire, les personnes âgées de soixante-cinq ans ou plus étaient plus nombreuses que les enfants de moins de cinq ans dans le monde. Le nombre de personnes âgées de quatre-vingts ans ou plus devrait tripler, passant de 143 millions en 2019 à 426 millions en 2050.

(2) Volgens de statistieken van het laatste *World Population Prospect* van het secretariaat van de Verenigde Naties, zal tegen 2050 één persoon op zes wereldwijd ouder zijn dan vijfenzestig jaar (16 %), tegen één op elf in 2019 (9 %). Tegen 2050 kan één persoon op vier in Europa en Noord-Amerika vijfenzestig jaar of ouder zijn. In 2018 waren wereldwijd, en voor de eerste keer in de geschiedenis, 65-plussers talrijker dan kinderen onder vijf jaar. Het aantal 85-plussers zou verdrievoudigen, van 143 miljoen in 2019 tot 426 miljoen in 2050.

pour celui de la société doit faire partie intégrante des politiques et des programmes, à tous les niveaux.

Garantir la protection des droits fondamentaux des personnes âgées ne peut se faire que de manière transversale entre le niveau fédéral et les entités fédérées à travers tous les domaines de compétence relevant tant de l'aide aux personnes et de la santé que de la sécurité, de l'urbanisme, de la mobilité, de l'emploi, etc.

Les personnes âgées ont exactement les mêmes droits que toute autre personne. Pourtant, la mise en œuvre de leurs droits est bien souvent entravée par plusieurs obstacles spécifiques. Ainsi, les personnes âgées sont souvent victimes d'une discrimination fondée sur l'âge, de formes particulières d'exclusion sociale et d'une marginalisation économique due à des pensions parfois insuffisantes, et sont plus vulnérables à l'exploitation et aux abus, y compris de la part de leur propre famille.

En ce qui concerne les discriminations fondées sur l'âge dans notre pays, Unia rappelle que s'il ne s'agit pas d'un phénomène neuf, le nombre de cas rapportés tend à s'accroître. Unia observe ainsi qu'en cinq ans le nombre de cas traités de discrimination fondée sur l'âge a augmenté en moyenne de 34,5 %, passant de 93 en 2013 à 152 en 2018. Elles sont liées à des préjugés profondément enracinés et des généralisations. Ces stéréotypes sont souvent à l'origine de la discrimination et de la violence à l'égard des intéressés, ainsi que de leur isolement et de leur exclusion.

La Belgique est pourtant à l'avant-garde dans ce domaine depuis des années. Chez nous en effet, la discrimination fondée sur l'âge, que ce soit par exemple sur le lieu de travail ou dans l'achat de biens et de services, est interdite depuis 2003. Faut-il rappeler que la loi anti-discrimination trouve son origine dans une proposition de loi déposée au Sénat le 14 juillet 1999 (3), proposition dont la rédaction avait elle-même été influencée par des associations de promotion de l'égalité des droits.

Les auteurs de la présente proposition de résolution estiment aujourd'hui que pour mieux protéger les droits des personnes âgées qui restent particulièrement vulnérables dans la société, il conviendrait de suivre l'exemple de la Convention des Nations unies relative aux droits des

(3) Proposition de loi tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, déposée par Roger Lallemand, Nadia Merchiers, Guy Verhofstadt, Pierre Jonckheer, Eddy Boutmans, Bert Anciaux, Fred Erdman et Philippe Mahoux (doc. Sénat, n° 1-1341/1), redéposée au Sénat le 14 juillet 1999 par Philippe Mahoux, Iris Van Riet, Chokri Mahassine, Marie Nagy et Frans Lozie (doc. Sénat, n° 2-12/1 à 24).

welzijn en dat van de maatschappij in te zetten integraal deel uitmaken van het beleid en de programma's op alle niveaus.

De bescherming van de grondrechten van ouderen kan alleen op een transversale manier, door een samenwerking tussen het federale niveau en de deelstaten in alle bevoegdheidsdomeinen die te maken hebben met hulp aan personen, gezondheid, veiligheid, stedenbouw, mobiliteit, tewerkstelling, enz.

Ouderen hebben precies dezelfde rechten als wie dan ook. Nochtans wordt de uitoefening van hun rechten al te vaak belemmerd door specifieke obstakels. Zo krijgen ouderen vaker te maken met discriminatie op grond van leeftijd, bepaalde vormen van maatschappelijke uitsluiting en soms economische marginalisering door te lage pensioenen, en zijn zij kwetsbaarder voor uitbuiting en misbruik, ook door hun eigen familieleden.

Wat discriminatie op grond van leeftijd in ons land betreft, herinnert Unia eraan dat dit geen nieuw fenomeen is, maar dat het aantal meldingen ervan aan het stijgen is. Unia geeft aan dat in vijf jaar tijd, het aantal behandelde gevallen van discriminatie op grond van leeftijd gemiddeld met 34,5 % gestegen is: van 93 in 2013 naar 152 in 2018. Zij hebben te maken met diep verankerde vooroordelen en veralgemeningen. Deze stereotypen zijn vaak de oorzaak van discriminatie en geweld, en van isolering en uitsluiting.

België is nochtans al jaren koploper op dat gebied. Bij ons is discriminatie op grond van leeftijd, bijvoorbeeld op de arbeidsmarkt of voor de aankoop van goederen en diensten, sinds 2003 verboden. Laat ons niet vergeten dat de antidiscriminatiewet voortkomt uit een wetsvoorstel dat op 14 juli 1999 in de Senaat is ingediend (3). Dit voorstel was op zijn beurt ingegeven door de bevindingen van verenigingen voor gelijke rechten.

De indieners van dit voorstel van resolutie menen vandaag dat om de rechten van ouderen, die bijzonder kwetsbaar blijven in onze maatschappij, beter te beschermen, het aangewezen is om het voorbeeld te volgen van het VN-Verdrag inzake de rechten van personen

(3) Wetsvoorstel ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, ingediend door Roger Lallemand, Nadia Merchiers, Guy Verhofstadt, Pierre Jonckheer, Eddy Boutmans, Bert Anciaux, Fred Erdman en Philippe Mahoux (doc. Senaat, nr. 1-1341/1), op 14 juli 1999 opnieuw ingediend in de Senaat door Philippe Mahoux, Iris Van Riet, Chokri Mahassine, Marie Nagy en Frans Lozie (doc. Senaat, nr. 2-12/1 tot 24).

personnes handicapées. Ce texte prévoit notamment la mise en place dans chaque pays d'un mécanisme indépendant qui surveille l'application de cette Convention, qui conseille les autorités, qui consulte régulièrement les organisations représentatives des personnes handicapées et qui rapporte directement aux Nations unies.

Les auteurs sont dès lors convaincus, eu égard aux éléments développés ci-dessus, qu'il est désormais urgent de disposer d'une protection spécifique des droits des personnes âgées tant sur le plan international qu'europpéen.

Les instances internationales et européennes sont bien conscientes du défi à relever et, à plusieurs reprises, se sont penchées sur les questions relatives au vieillissement de la population. C'est ainsi que face à cette évolution, la question des droits humains des personnes âgées est examinée de plus près dans le système des Nations unies mais aussi au sein du Conseil de l'Europe.

Au niveau international, l'Organisation des Nations unies (ONU) a tenu deux Assemblées mondiales sur le vieillissement de la population (Vienne en 1982 et Madrid en 2002) ce qui a débouché sur deux plans d'action spécifiques. En 1991, l'Assemblée générale a adopté les Principes des Nations unies pour les personnes âgées (4), qui constituent une série de principes directeurs dans les domaines de l'indépendance, de la participation, des soins, de l'épanouissement personnel et de la dignité. La Journée internationale des personnes âgées est célébrée chaque année à la date du 1^{er} octobre depuis 1999.

Cependant, les organisations défendant les intérêts des personnes âgées réclament depuis des années une convention des Nations unies spécifiquement destinée à cette catégorie de personnes. En effet, les personnes âgées courent davantage que les autres le risque d'être victimes de violations des droits humains dans tous les domaines. Les outils de protection contre l'âgisme qui ne sont pas juridiquement contraignants sont jugés trop inefficaces par les organisations non gouvernementales (ONG).

C'est ainsi qu'en 2012, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé d'élaborer un projet d'instrument juridiquement contraignant visant à renforcer les droits humains des personnes âgées. Cette initiative n'a pas été soutenue unanimement. En effet, plusieurs États ont rejeté la demande d'une convention spécifique sur les droits des personnes âgées.

(4) https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/46/91&referer=/english/&Lang=F.

met een handicap. Deze tekst voorziet onder meer in de oprichting in elk land van een onafhankelijk controlemechanisme dat toeziet op de uitvoering van het Verdrag, dat raad geeft aan de overheden, dat regelmatig te rade gaat bij organisaties die gehandicapte personen vertegenwoordigen, en die rechtstreeks verslag uitbrengt bij de Verenigde Naties.

Gelet op al het voorgaande zijn de indieners er dus van overtuigd dat er dringend nood is aan een specifieke bescherming van de rechten van oudere personen, zowel op internationaal als op Europees vlak.

De internationale en Europese instanties zijn zich goed bewust van de uitdagingen en hebben zich meermaals gebogen over de kwestie van de vergrijzing van de bevolking. Gelet op deze evolutie wordt de kwestie van de mensenrechten van ouderen nauwgezet onderzocht door de Verenigde Naties, maar ook door de Raad van Europa.

Op internationaal niveau hebben de Verenigde Naties (VN) twee Wereldvergaderingen over de vergrijzing gehouden (Wenen, 1982 en Madrid, 2002), wat geleid heeft tot twee specifieke actieplannen. In 1991 heeft de Algemene Vergadering de Beginselen voor ouderen van de Verenigde Naties aangenomen (4), die een aantal richtsnoeren inzake onafhankelijkheid, participatie, zorg, persoonlijke ontplooiing en waardigheid bevatten. De Internationale Ouderendag wordt sinds 1999 elk jaar op 1 oktober gevierd.

De organisaties die opkomen voor de belangen van de ouderen vragen echter al jaren om een specifiek VN-verdrag voor die groep. Ouderen lopen immers meer risico dan anderen om het slachtoffer te worden van schendingen van mensenrechten op alle gebied. De niet-gouvernementele organisaties (ngo's) vinden de beschermingsinstrumenten tegen leeftijdsdiscriminatie die niet juridisch bindend zijn te ondoeltreffend.

Daarom heeft de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties in 2012 beslist een ontwerp van een juridisch bindend instrument tot stand te brengen om de mensenrechten van de ouderen te versterken. Dat initiatief werd niet unaniem gesteund. Verscheidene Staten hebben immers het verzoek om een specifiek verdrag voor de rechten van ouderen verworpen.

(4) https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/46/91&referer=/english/&Lang=F.

Ces derniers n'étaient pas convaincus de la nécessité d'établir un nouveau cadre juridique pour la protection et la promotion des droits des personnes âgées, estimant qu'il était plus important de faire un meilleur usage des instruments existants, ceux-ci ne présentant pas de lacunes sur la question de l'âge.

Cependant, par la résolution 67/139, le groupe de travail à composition non limitée des Nations unies sur le vieillissement (GTCNL) (5) a été mandaté en 2019 par l'Assemblée générale afin de recueillir des propositions dans le but d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur les droits humains des personnes âgées. L'objectif pour le groupe de travail est de remettre à l'Assemblée générale une proposition contenant les principes fondamentaux en vue d'un nouveau texte. Il faudra pour cela identifier les lacunes juridiques, c'est-à-dire la protection spécifique des personnes âgées dont celles-ci devraient bénéficier et qui fait défaut dans les instruments existants.

En parallèle, le secrétaire général des Nations unies doit, pour sa part, informer chaque année l'Assemblée générale de l'avancement des travaux du groupe de travail.

La onzième session de ce groupe de travail (GTCNL 11) vient de se clôturer au début du mois d'avril 2021. Les ONG constatent que cette session a offert de riches discussions sur les aspects du travail, l'accès à la justice, l'apprentissage tout au long de la vie et la protection sociale et fourni de nouvelles preuves sur la nécessité de renforcer les garanties mondiales sur la protection des droits humains des personnes âgées. Cependant, ces dernières regrettent l'absence de progrès tangibles vers un meilleur cadre juridique pour protéger les droits humains à un âge avancé.

Au niveau du Conseil de l'Europe, les travaux normatifs conduits par le Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) en 2012-2013 ont abouti à l'adoption par le Comité des ministres, le 19 février 2014, de sa recommandation CM/Rec(2014)2 aux États membres sur la promotion des droits de l'homme des personnes âgées (6).

(5) Le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement (OEWG) vise à discuter des moyens concrets de renforcer la protection de nos droits de l'homme à mesure que nous vieillissons. C'est le seul groupe des Nations unies (ONU) qui rassemble les États membres, les institutions nationales des droits de l'homme (INDH), les ONG et les agences des Nations unies sur cette question. Il a été créé par l'Assemblée générale des Nations unies en 2010.

(6) https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805c649b.

Zij waren niet overtuigd van de noodzaak van een nieuw juridisch kader ter bescherming en bevordering van de rechten van ouderen, omdat ze het belangrijker vonden beter gebruik te maken van de bestaande instrumenten, aangezien die geen leemten in verband met leeftijd bevatten.

Door resolutie 67/139 kreeg de *Open-ended Working Group on Ageing (OEWG)* (5) in 2019 van de Algemene Vergadering een mandaat om een juridisch bindend instrument voor de mensenrechten van ouderen uit te werken. De werkgroep heeft als doelstelling de Algemene Vergadering een voorstel te bezorgen dat de fundamentele beginselen voor een nieuwe tekst bevat. Daartoe moet hij de juridische leemten bepalen, dat wil zeggen de specifieke bescherming die de ouderen zouden moeten krijgen en die in de bestaande instrumenten ontbreekt.

Tegelijk moet de secretaris-generaal van de Verenigde Naties de Algemene Vergadering elk jaar informeren over de voortgang van de werkzaamheden van de werkgroep.

Begin april 2021 werd de elfde zitting van die werkgroep (OEWG 11) gesloten. De ngo's stellen vast dat die zitting rijke debatten heeft opgeleverd rond de aspecten arbeid, toegang tot justitie, levenslang leren en sociale bescherming alsook nieuwe bewijzen heeft geleverd voor de noodzaak om de wereldwijde waarborgen te versterken voor de bescherming van de mensenrechten van ouderen. De ngo's betreuren echter het uitblijven van tastbare vooruitgang naar een beter juridisch kader om de mensenrechten van personen op gevorderde leeftijd te beschermen.

Bij de Raad van Europa hebben de normatieve werkzaamheden van het Stuurcomité voor de mensenrechten (CDDH) in 2012-2013 ertoe geleid dat het Comité van ministers op 19 februari 2014 zijn Aanbeveling CM/Rec(2014)2 inzake de bevordering van de mensenrechten van oudere personen (6) aannam.

(5) De *Open-ended Working Group on Ageing (OEWG)* heeft als doel te discussiëren over de concrete middelen om de bescherming van onze mensenrechten te versterken naarmate wij ouder worden. Het is de enige groep van de Verenigde Naties (VN) waar de lidstaten, de nationale mensenrechteninstellingen, de ngo's en de VN-agentschappen rond dit thema samenkomen. Hij werd in 2010 door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties opgericht.

(6) https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectId=09000016805c649f.

Cet instrument, qui vise à sensibiliser les autorités publiques et la société civile aux droits humains et aux libertés fondamentales des personnes âgées, prévoit une évaluation par le Comité des ministres, cinq ans après son adoption, de sa mise en œuvre au niveau national.

Dans ce but, le CDDH a collecté et analysé les informations transmises par les États membres, en vue de mettre à jour, notamment, les exemples de bonnes pratiques figurant dans l'Annexe à la recommandation. Il a également tenu un «Atelier sur la promotion des droits de l'homme des personnes âgées», le 21 juin 2018 à Strasbourg (7). Le but de cet événement, placé sous les auspices de la présidence croate du Comité des ministres, était de promouvoir les meilleures pratiques nationales de mise en œuvre de la recommandation.

L'objectif pour les auteurs de la présente proposition de résolution serait de poursuivre sur cette lancée et de pérenniser ce mécanisme d'évaluation.

En effet, si l'on ne peut pas changer le drame que nous avons vécu, il faut à tout prix éviter qu'il ne se reproduise à l'avenir. Chaque État doit ainsi en tirer les conséquences tant au niveau national, qu'europpéen et international.

Il est également nécessaire d'apporter des réponses politiques spécifiques dans le contexte du vieillissement démographique rapide qui s'observe à l'échelle de la planète et plus particulièrement en Europe et dans notre pays.

L'élaboration d'un instrument juridique international à caractère contraignant serait un outil pertinent pour mieux protéger les droits fondamentaux des personnes âgées.

Les auteurs sont dès lors convaincus de la nécessité pour nos autorités de plaider sans plus attendre auprès des instances onusiennes et européennes en faveur d'une convention internationale spécifique et protectrice des droits des personnes âgées.

*
* *

(7) <https://rm.coe.int/atelier-personnes-agees-programme-fr/16808b2ddd>.

Dat instrument, dat tot doel heeft de overheden en het maatschappelijk middenveld bewust te maken in verband met de mensenrechten en de fundamentele vrijheden van de ouderen, voorziet erin dat het Comité van ministers vijf jaar na zijn goedkeuring de tenuitvoerlegging ervan op nationaal niveau evalueert.

Daartoe heeft het CDDH de gegevens die de lidstaten hebben overgezonden verzameld en geanalyseerd, onder andere om de voorbeelden van goede praktijk die in de Bijlage bij de aanbeveling staan, bij te werken. Tevens vond op 21 juni 2018 in Straatsburg een «Workshop betreffende de bevordering van de mensenrechten van ouderen» plaats (7). Dat evenement, dat onder de auspiciën van het Kroatisch voorzitterschap van het Comité van ministers plaatsvond, had als doel de beste nationale praktijken inzake de tenuitvoerlegging van de aanbeveling te bevorderen.

De indieners van dit voorstel van resolutie willen op dat elan doorgaan en dat evaluatiemechanisme duurzaam maken.

Het drama dat we beleefd hebben, kunnen we immers niet veranderen, maar we moeten tot elke prijs voorkomen dat het zich in de toekomst herhaalt. Elke Staat moet er zijn conclusies uit trekken, op nationaal, Europees en internationaal niveau.

Er moeten ook specifieke politieke antwoorden worden gegeven in de context van de snelle demografische vergrijzing die we op wereldschaal en in het bijzonder in Europa en in ons land waarnemen.

Het tot stand brengen van een internationaal juridisch instrument van bindende aard kan een pertinent middel zijn om de fundamentele rechten van de ouderen beter te beschermen.

De indieners zijn er bijgevolg van overtuigd dat het noodzakelijk is dat onze autoriteiten onverwijld bij de instanties van de Verenigde Naties en bij de Raad van Europa pleiten voor een specifiek internationaal verdrag ter bescherming van de rechten van ouderen.

*
* *

(7) <https://rm.coe.int/atelier-personnes-agees-programme-fr/16808b2ddd>.

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. vu la Convention des Nations unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées (UNCRPD);

B. vu les Principes des Nations unies pour les personnes âgées du 16 décembre 1991;

C. vu la résolution 67/139 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 20 décembre 2012 «Vers un instrument international global et intégré pour la promotion et la protection des droits et de la dignité des personnes âgées»;

D. tenant compte du fait que tous les États membres de l'Union européenne (UE) ont signé une déclaration en faveur de la note d'orientation du secrétaire général des Nations unies sur l'impact de la Covid-19 sur les personnes âgées (mai 2020) et qui appelle à des instruments juridiques plus solides et à la nécessité de développer des propositions pour une nouvelle convention;

E. vu la Convention européenne des droits de l'homme, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et la Charte sociale européenne;

F. vu la recommandation CM/Rec (2014)2 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe aux États membres sur la promotion des droits de l'homme et des personnes âgées;

G. vu le rapport du 27 mars 2019 sur la mise en œuvre de la recommandation CM/Rec(2014)2 du Comité des ministres aux États membres sur la promotion des droits de l'homme des personnes âgées;

H. vu la résolution 2168 (2017) «Les droits humains des personnes âgées et leur prise en charge intégrale» adoptée par la Commission permanente, agissant au nom de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le 30 mai 2017;

I. vu le rapport d'Unia «Covid-19 – Les droits humains mis à l'épreuve», et plus particulièrement la recommandation 4.6.;

J. considérant que les instruments existants relatifs aux droits humains ne traitent pas des personnes âgées et, par conséquent, que les personnes âgées restent invisibles

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. gelet op het Verdrag van de Verenigde Naties van 13 december 2006 inzake de rechten van personen met een handicap (UNCRPD);

B. gelet op de Beginselen van de Verenigde Naties inzake ouderen van 16 december 1991;

C. gelet op resolutie 67/139 die op 20 december 2012 door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties werd aangenomen: «*Towards a comprehensive and integral international legal instrument to promote and protect the rights and dignity of older persons*»;

D. rekening houdend met het feit dat alle lidstaten van de Europese Unie (EU) een verklaring hebben ondertekend ter ondersteuning van de beleidsnota van de secretaris-generaal van de VN over de impact van Covid-19 op ouderen (mei 2020), waarin wordt opgeroepen tot sterkere rechtsinstrumenten en tot voorstellen voor een nieuw verdrag;

E. gelet op het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie en het Europees Sociaal Handvest;

F. gelet op aanbeveling CM/Rec (2014)2 van het Comité van ministers van de Raad van Europa aan de lidstaten over de bevordering van de rechten van de mens en van ouderen;

G. gelet op het verslag van 27 maart 2019 over de tenuitvoerlegging van aanbeveling CM/Rec (2014)2 van het Comité van ministers van de Raad van Europa aan de lidstaten over de bevordering van de rechten van de mens en van ouderen;

H. gelet op resolutie 2168 (2017) «*Human rights of older persons and their comprehensive care*» die op 30 mei 2017 werd aangenomen door het Permanent Comité, handelend namens de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa;

I. gelet op het rapport van Unia «Covid-19 – een test voor de mensenrechten», en meer bepaald aanbeveling 4.6.;

J. overwegende dat de bestaande mensenrechteninstrumenten geen betrekking hebben op ouderen en dat ouderen als gevolg daarvan onzichtbaar blijven in de

dans les recommandations de l'Organisation des Nations unies (ONU) relatives aux droits de l'homme;

K. considérant que sur plus de treize mille recommandations concernant les discriminations adoptées par les organes de l'ONU, moins de 1 % concerne les personnes âgées (8);

L. considérant que les personnes âgées devraient pouvoir pleinement et effectivement participer et être intégrées à la société, et que toutes les personnes âgées devraient pouvoir vivre dans la dignité, la sécurité, en étant protégées contre la discrimination, l'isolement, la violence, la négligence et les abus, et de la façon la plus autonome possible;

M. considérant qu'il est établi que les personnes âgées sont très vulnérables aux abus, y compris dans le cadre des soins de longue durée, et que d'après les estimations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), au moins quatre millions de personnes âgées sont victimes de mauvais traitements en Europe chaque année;

N. tenant compte des données d'Unia qui observe qu'en cinq ans le nombre de cas traités de discrimination fondée sur l'âge a augmenté en moyenne de 34,5 %, passant de 93 en 2013 à 152 en 2018;

O. considérant que la onzième session du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement (GTCNL) des Nations unies s'est terminée le 1^{er} avril 2021 avec des sentiments mitigés et que malgré certains développements positifs, l'événement n'a pas répondu aux attentes des défenseurs du vieillissement dans le monde entier (9);

P. considérant en effet la faible participation des États membres, ce qui démontre un manque d'engagement et de priorité des droits des personnes âgées dans la pratique;

Q. considérant qu'à ce jour, aucun traité international relatif aux droits humains n'a été adopté sans le soutien de l'Union européenne (UE) et de ses États membres;

R. considérant que l'UE doit renforcer son *leadership* pour créer des sociétés plus justes, plus inclusives et plus résilientes pour tous les âges,

aanbevelingen van de Verenigde Naties (VN) inzake mensenrechten;

K. overwegende dat van de meer dan 13 000 aanbevelingen over discriminatie die door de organen van de VN zijn aangenomen, minder dan 1 % betrekking heeft op ouderen (8);

L. overwegende dat ouderen ten volle en effectief zouden moeten kunnen participeren en in de samenleving geïntegreerd zouden moeten zijn, en dat alle ouderen zouden moeten kunnen leven op een waardige, veilige manier, beschermd tegen discriminatie, isolement, geweld, verwaarlozing en misbruik, en tevens op een zo zelfstandig mogelijke manier;

M. overwegende dat is vastgesteld dat ouderen zeer kwetsbaar zijn voor misbruik, ook in het kader van langdurige zorg, en dat volgens schattingen van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) in Europa jaarlijks ten minste vier miljoen ouderen worden mishandeld;

N. rekening houdend met de gegevens van Unia, dat opmerkt dat in vijf jaar tijd het aantal zaken dat wegens leeftijdsdiscriminatie is behandeld, met gemiddeld 34,5 % is gestegen, van 93 gevallen in 2013 tot 152 in 2018;

O. overwegende dat de elfde vergadering van de *Open-Ended Working Group on Ageing* (OEWG) van de Verenigde Naties op 1 april 2021 met gemengde gevoelens is geëindigd, en dat het evenement, ondanks een aantal positieve ontwikkelingen, niet aan de verwachtingen van de belangenbehartigers van ouderen over de hele wereld heeft voldaan (9);

P. gelet op de geringe participatie van de lidstaten, die getuigt van een gebrek aan engagement voor en prioriteit van de rechten van ouderen in de praktijk;

Q. overwegende dat tot op heden geen enkel internationaal mensenrechtenverdrag is aangenomen zonder de steun van de Europese Unie (EU) en haar lidstaten;

R. overwegende dat de EU haar *leadership* moet versterken bij het creëren van rechtvaardigere, inclusievere en veerkrachtigere samenlevingen voor alle leeftijden,

(8) Michelle Bachelet, intervention dans le cadre de la dixième session du Groupe de travail sur le vieillissement, 15 avril 2019, New York.

(9) *Age Platform Europe*, briefing spécial du 12 avril 2021.

(8) Michelle Bachelet, toespraak tijdens de tiende vergadering van de *Open-Ended Working Group on Ageing*, 15 april 2019, New York.

(9) *Age Platform Europe*, bijzondere briefing van 12 april 2021.

I. Entend sensibiliser, via sa représentation au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, les États membres à la nécessité de renforcer les droits des personnes âgées;

II. Demande au gouvernement:

1) de plaider auprès des instances de l'ONU l'adoption d'une convention internationale des droits des personnes âgées;

2) de plaider la cause des droits des personnes âgées auprès de l'UE et de ses États membres de manière à:

a) adopter une position commune au niveau de l'Union européenne en faveur d'un nouvel instrument international pour la protection des droits des personnes âgées;

b) participer activement à la prochaine session du Groupe de travail à composition non limitée des Nations unies sur le vieillissement (GTCNL);

c) consulter les personnes âgées par l'intermédiaire de leurs organisations représentatives, des institutions nationales des droits humains et d'autres organisations de la société civile en vue de la préparation de la prochaine session du GTCNL. Cela permettra de comprendre comment les personnes âgées sont privées de leurs droits, où les instruments nationaux, régionaux et internationaux sont silencieux et déficients, et ce qui est nécessaire pour remédier à ces violations et lacunes;

d) encourager les autres États à se joindre aux discussions du GTCNL et à partager leurs expériences nationales en matière de protection et de promotion des droits des personnes âgées;

e) soutenir la création d'un groupe de rédaction qui élaborera des propositions pour une convention sur les droits des personnes âgées;

f) dans le cadre du suivi du livre vert de l'UE sur le vieillissement, soutenir la création d'une stratégie européenne pour l'égalité des âges, en vue de préparer la voie à l'adoption et à la ratification par l'UE d'une future convention des Nations unies sur les droits des personnes âgées;

g) promouvoir activement les droits humains des personnes âgées dans toutes les résolutions du Conseil des droits de l'homme des Nations unies;

h) veiller à l'adoption – en tenant compte des remarques émises par les réseaux européens de lutte contre la

I. Wil via zijn vertegenwoordiging in de Parlementaire Assemblee van de Raad van Europa de lidstaten bewust maken van de noodzaak om de rechten van ouderen te versterken;

II. Vraagt de regering:

1) bij de VN-instanties te pleiten voor een internationaal verdrag inzake de rechten van ouderen;

2) bij de EU en haar lidstaten op te komen voor de rechten van ouderen, teneinde:

a) op EU-niveau een gemeenschappelijk standpunt in te nemen met het oog op een nieuw internationaal instrument voor de bescherming van de rechten van ouderen;

b) actief deel te nemen aan de volgende vergadering van de *Open-Ended Working Group on Ageing* (OEWG) van de Verenigde Naties;

c) overleg te plegen met ouderen via hun belangenorganisaties, nationale mensenrechteninstellingen en andere organisaties van het maatschappelijk middenveld met het oog op de voorbereiding van de volgende zitting van de OEWG. Op die manier zal duidelijk worden hoe ouderen van hun rechten worden beroofd, op welke punten nationale, regionale en internationale instrumenten zwijgen en tekortschieten, en wat er nodig is om deze schendingen en lacunes aan te pakken;

d) de andere Staten aan te moedigen zich bij de besprekingen van de OEWG aan te sluiten en hun nationale ervaringen met de bescherming en bevordering van de rechten van ouderen te delen;

e) de oprichting te steunen van een redactiegroep die voorstellen moet uitwerken voor een verdrag over de rechten van ouderen;

f) in het kader van de follow-up van het Groenboek van de EU over de vergrijzing, steun te verlenen aan de ontwikkeling van een Europese strategie voor leeftijds-gelijkheid, teneinde de weg te effenen voor de aanneming en bekrachtiging door de EU van een toekomstig VN-Verdrag inzake de rechten van ouderen;

g) de mensenrechten van ouderen actief te bevorderen in alle resoluties van de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties;

h) te zorgen voor de aanneming – rekening houdend met de opmerkingen van de Europese netwerken ter

discrimination – de la proposition de directive interdisant la discrimination sur base de l'âge, de l'orientation sexuelles, du handicap et des convictions religieuses ou philosophiques dans le domaine des biens et services qui couvre notamment l'accès aux soins de santé (10);

3) de plaider la cause des droits des personnes âgées auprès du Conseil de l'Europe afin:

a) d'encourager le Comité des ministres à garder la question des personnes âgées à l'ordre du jour de ses travaux;

b) d'élaborer un plan d'action sur le vieillissement;

c) de maintenir une plateforme permanente d'échange de bonnes pratiques accessible aux autorités compétentes dans les États membres;

d) de poursuivre l'examen périodique de la mise en œuvre de la recommandation CM/Rec (2014)2 sur la promotion des droits de l'homme et des personnes âgées;

III. Demande au gouvernement en concertation avec les entités fédérées:

1) d'intégrer, dans une perspective globale et inclusive du vieillissement de la population, une attention aux aînés de manière transversale dans tous les domaines de compétence relevant tant de l'aide aux personnes et de la santé que de la sécurité, de l'urbanisme, de la mobilité, et de la lutte contre la fracture numérique.

Le 27 mai 2021.

Latifa GAHOUCI.
Philippe COURARD.
Karin BROUWERS.
Farida TAHAR.

bestrijding van discriminatie – van het voorstel voor een richtlijn houdende een verbod op discriminatie op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, handicap en godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging op het gebied van goederen en diensten, dat met name betrekking heeft op de toegang tot gezondheidszorg (10);

3) bij de Raad van Europa op te komen voor de rechten van ouderen, teneinde:

a) het Comité van ministers aan te moedigen het thema ouderen op zijn agenda te houden;

b) een actieplan over vergrijzing uit te werken;

c) een permanent platform voor de uitwisseling van goede praktijken in stand te houden, dat toegankelijk is voor de bevoegde autoriteiten in de lidstaten;

d) de periodieke evaluatie van de uitvoering van Aanbeveling CM/Rec (2014)2 over de bevordering van de rechten van de mens en van ouderen voort te zetten;

III. Vraagt de regering, in overleg met de deelstaten:

1) in een alomvattend en inclusief perspectief van vergrijzing de aandacht voor ouderen op transversale wijze te integreren in alle bevoegdheidsgebieden die betrekking hebben op bijstand aan personen en gezondheid, alsook op veiligheid, stedenbouw, mobiliteit en de bestrijding van de digitale kloof.

27 mei 2021.

(10) Proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (voir COM (2008) 426 final du 2 juillet 2008).

(10) Voorstel voor een richtlijn van de Raad betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht godsdienst of overtuiging, handicap, leeftijd of seksuele geaardheid (zie COM (2008) 426 final van 2 juli 2008).